



Le dimanche 10 mai 2015

Maryam Radjavi au Sénat: Le régime iranien plus que jamais vulnérable

Le 5 mai 2015 - Maryam Radjavi, présidente élue de la Résistance iranienne a participé à un colloque au Sénat français intitulé « L'intégrisme islamiste, du Moyen-Orient jusqu'à nos communes : les défis et les solutions ». Organisé par le Comité français pour un Iran démocratique (CFID), coprésidé par les sénateurs Alain Néri (PS) et Bernard Fournier (UMP), le colloque s'est tenu en présence de nombreux sénateurs et personnalités françaises et internationales.

Dans son intervention, Mme Radjavi a décrit la situation déplorable des droits de l'Homme en Iran où a lieu, l'an dernier, 5700 mouvements de protestation.

« Ce n'est pas sans raison si les exécutions ont augmenté en Iran. Sous le mandat de Rohani, il y a eu 1500 exécutions. Le régime se sent plus que jamais vulnérable devant la Résistance. C'est pourquoi il essaie de toutes ses forces d'assiéger et de réprimer les membres de l'opposition iranienne au camp Liberty en Irak. Le mois dernier, un vingt-cinquième habitant de Liberty est décédé à cause du blocus médical. La première demande du régime dans tous les dialogues diplomatiques est de faire pression sur la Résistance, » a martelé Mme Radjavi.

Le sénateur Alain Néri a réitéré le souhait pour la liberté en Iran en clôturant le colloque : « Ce que je souhaite est que le peuple iranien, tout comme le peuple syrien, se sente un jour libre, et en cela j'ai une pensée pour ceux qui étaient une fois à Achraf, maintenant là où on appelle Liberty, *quel honte*, je pense à un poème que je faisais apprendre à mes élèves, quant j'étais instituteur à l'école publique et laïque de la République, et j'en citerai seulement deux mots, ces quelques mots de Jacques Prévert : « Ouvrez, ouvrez la cage aux oiseaux, regardez-les s'envoler c'est beau. » Ce qu'on souhaite est qu'ils puissent s'envoler.



Juristes arabes défendent les résidents du camp Liberty

Le 5 mai 2015- La « collectivité des juristes indépendants en défense des droits de l'Homme en Irak » a condamné la campagne de diabolisation suivie par le gouvernement irakien contre les habitants du camp Liberty.

Dans une déclaration signée par 642 avocats, juges et juristes irakiens et arabes, les juristes ont mis en garde qu'une telle campagne ne visait que préparer le terrain à massacrer des résidents innocents du camp Liberty, précisant que le régime iranien utilise son appareil de propagande et ses mercenaires en Irak pour faire croire qu'il existe des relations entre l'OMPI et le groupe terroriste de Daesch, un mensonge qui ne vise que préparer le terrain à exterminer ces opposants sous prétexte de lutte contre le terrorisme.

Selon les juristes, les résidents de Liberty sont des réfugiés enregistrés par le HCR, et il est temps de leur reconnaître ce statut en Irak en tant que personnes protégées par la Loi internationale.



DERNIERES NOUVELLES D'ACHRAF



Parlementaires belges préoccupés par la situation en Iran et au camp *Liberty*

Le 5 mai 2015 - Le Comité belge des parlementaires et des maires pour un Iran démocratique a tenu une conférence dans le parlement national pour discuter de la situation actuelle des droits de l'homme en Iran.

Lors de cette réunion présidée par le maire Dirk Claes plusieurs membres du parlement et des dignitaires européens ont prit la parole, y compris les députés: David Clarinval (MR), Nele Lijnen (Open VLD), Els Van Hoof (CD & V), Un Capoen (N-VA), Peter Van Rompuy (CD & V), et le professeur Alejo Vidal-Quadras, président du Comité international pour l'Application de la Justice (ISJ) et ancien vice-président du Parlement européen, le professeur Eric David du Département du droit international de l'Université de l'ULB et Pierre Galand, Président de la Fédération humaniste européenne.



Les orateurs ont fermement condamné les exécutions en Iran sous le soi-disant président «modéré» Rouhani dont le gouvernement a exécuté plus de 1500 personnes.

Les femmes sont systématiquement rejetées par les activités sociales. Les arrestations sociales sous le prétexte du «hijab» (du port incorrect du voile) ont continué. Certaines ont été attaquées avec des jets d'acide au visage pour n'avoir pas correctement couvert leurs cheveux. De nouvelles lois répressives interdisent aux femmes de nombreux emplois si elles ne sont pas mariées et n'ont pas eu d'enfants.

La conférence a exprimé sa profonde préoccupation face à la situation de 2500 membres de l'Organisation des Moudjahidines du Peuple d'Iran (OMPI) dans le camp *Liberty* en Irak. Il a exhorté les gouvernements en Europe, notamment la Belgique, à ouvrir leurs portes à ces réfugiés qui sont les intellectuels les plus instruits de l'opposition iranienne. Ils ont tous été enregistrés comme réfugiés par le HCR.

La conférence a estimé que la [plate-forme en 10 points pour l'avenir de l'Iran](#) proposé par la chef de l'opposition iranienne Maryam Rajavi, était une « très bon modèle pour l'avenir de l'Iran », appelant à une république démocratique et pluraliste, fondée sur le suffrage universel, la liberté d'expression, l'abolition de la torture et de la peine de mort, la séparation de l'Église et de l'État, un Iran non-nucléaire, un système judiciaire indépendant, le respect des droits des minorités, la coexistence pacifique dans la région et l'égalité des sexes.

Dans ses remarques finales, Dirk Claes a affirmé que « toute expansion des relations avec l'Iran doit être conditionné à un progrès très net dans le domaine des droits de l'homme. Ceci est ce que le peuple d'Iran attend de nous en Europe. En tant que représentants élus de notre peuple en Europe, nous ne devons pas oublier la démocratie et les droits humains en raison de commerce et des affaires ou d'un accord sur le nucléaire. »